

Ethique et solidarité : jusqu'où les institutions financières sont-elles prêtes à s'engager ?

Le plus souvent sous la pression active des militants et des investisseurs, les banques s'engagent dans la voie du « socialement responsable ». Enjeux et motivations.

Que signifie responsabilité sociale pour les banques ?

Un des défis majeurs auxquels les institutions financières sont actuellement confrontées consiste à concilier rentabilité et responsabilité sociale. Lorsque l'on parle de responsabilité sociale, de solidarité, de cohésion sociale, cela se traduit, au niveau financier, par l'investissement socialement responsable (ISR), la finance solidaire ou encore la lutte contre l'exclusion bancaire. Autant de notions qui semblent éloignées du discours classique des banques : rentabilité, optimisation du rendement, minimisation des risques, ...

Alors que l'ISR (investissement socialement responsable) et l'activisme actionnarial remportent des succès de plus en plus nombreux pour infléchir le comportement des entreprises en faveur de problématiques sociales, environnementales, voire sociétales, peu d'acteurs du secteur bancaire se sentent concernés par ces changements, leur rôle se limitant à octroyer des crédits aux uns et à rémunérer l'épargne des autres, le tout dans un souci de rentabilité.

Que les secteurs chimique, pharmaceutique ou métallurgique fassent l'objet d'analyses quant à leur impact en termes de développement durable et soient interpellés sur le plan de leur responsabilité environnementale, cela se conçoit. Mais, une banque ? Son empreinte écologique est tout de même nettement plus faible. Certes, mais son implication se situe à un autre niveau : selon qu'elle octroie un crédit pour un projet en énergies renouvelables ou qu'elle finance la production d'énergies fossiles reconnues comme hautement polluantes, sa décision n'est pas neutre.

Les conséquences de son choix ne seront pas neutres non plus, selon qu'elle investisse, ou non, ses fonds de placement dans des entreprises reconnues comme socialement responsables en se basant sur des critères non seulement financiers mais aussi sociaux et environnementaux.

Qu'elle lutte contre l'exclusion bancaire et sociale en proposant un service bancaire de base à des clients « peu rentables », en octroyant un micro-crédit à des chômeurs désireux de créer leur propre emploi pour se réinsérer dans le monde du travail ou en abandonnant à une association de promotion sociale une partie des frais d'entrée dans un fonds commun de placement, la voilà qui pose un acte engagé.

Certes, tout cela n'est pas neuf : les banques mutualistes, coopératives ou éthiques se sont développées au travers de valeurs de solidarité, de cohésion sociale, de responsabilité sociétale. Ces institutions financières ont, dès le début, intégré des critères non financiers à leur stratégie commerciale. Elles n'en sont pas, pour autant, moins rentables que les banques traditionnelles. Pour preuve, deux exemples parmi d'autres : en France, le CIC (Crédit Industriel et Commercial) a été racheté en 1998 par le groupe Crédit Mutuel. En 2004, le Crédit Agricole s'est offert le Crédit Lyonnais.

Décliner la responsabilité sociale dans les produits et services offerts

Mais de nombreuses banques traditionnelles considèrent encore que la prise en compte de facteurs éthiques et solidaires constitue au mieux une contrainte, au pire une cause de diminution de la rentabilité.

En effet, dans leur logique d'optimisation du rendement et, partant, de compression des coûts, les banques ont tendance à se séparer des produits ou activités les moins lucratifs. Ce faisant, elles participent à l'homogénéisation du marché : un nombre restreint de produits et services sont offerts au plus grand nombre. Fort bien mais qu'advient-il de ceux qui constituent la minorité restante ? Ces personnes, généralement en difficulté financière et sociale (les deux vont souvent de pair), sont-elles reléguées à se voir exclues du système bancaire pour cause de non rentabilité des produits sur mesure dont elles ont besoin ?

Quant à l'investissement socialement responsable (ISR), le filtrage qu'il requiert entraîne un surcoût, estimé par les gestionnaires de fonds à 15 à 16 points de base¹, qui se répercute nécessairement sur la rentabilité des investissements. Une raison suffisante, selon le point de vue de nombreuses institutions financières, pour se limiter aux placements traditionnels.

Par ailleurs, les établissements de crédit tendent généralement à limiter au maximum leur prise de risques. Ainsi, par exemple, lorsqu'il s'agit d'octroyer des micro-crédits, le cas échéant via les intermédiaires financiers solidaires, les banques, même sensibilisées à l'éthique et à la responsabilité sociale,

¹ Un point de base correspond à un centième de pourcent. Donc, 1% vaut 100 points de base. Les points de base servent à mesurer l'évolution des taux d'intérêt sur les marchés financiers. Ainsi, dans le cas qui nous occupe ici, les gestionnaires de fonds estiment que le filtrage entraîne un surcoût équivalent à 0,16% c'est-à-dire que si le coût de gestion revenait à 2%, avec le filtrage il s'élèverait à 2,16%.

limitent le plus souvent leur intervention au financement des actions sous couvert d'une garantie par les pouvoirs publics.

Enfin, si certaines banques ne se sentent pas concernées par la responsabilité sociale, c'est aussi parce qu'elles estiment que leur institution n'est pas qualifiée pour se préoccuper de questions éthiques : chaque investisseur, chaque client développe ses propres valeurs et la banque ne peut en aucun cas s'immiscer dans ces choix personnels. C'est juste et louable. Si elle le faisait, elle prêterait le flanc à la critique. Pourtant, cela n'empêche en rien l'institution de prendre une part active, en son nom propre, dans des activités sociales et solidaires. Libre au client de décider s'il approuve, ou non, ces démarches.

Quand le socialement responsable devient un outil de stratégie commerciale...

Sans surprise, les institutions financières s'engagent dans la voie éthique et solidaire lorsque cette implication s'accorde avec leurs intérêts commerciaux ou avec leur politique de positionnement stratégique.

Pourtant, à l'heure de la mondialisation, aucun établissement de crédit ne peut se targuer d'être suffisamment puissant pour faire face à une campagne qui nuirait à sa réputation. Les administrateurs et dirigeants en sont conscients : pour assurer leur pérennité, les entreprises doivent assurer leur capitalisation boursière, donc leurs résultats financiers et commerciaux. Pour ce faire, elles doivent soigner leur image, et si celle-ci passe par la mise en œuvre de mesures sociales, environnementales ou éthiques, elles adopteront de telles politiques.

Les groupes de militants l'ont bien compris. Ainsi, l'activisme actionnarial et les campagnes de contre-publicité constituent de plus en plus souvent un véritable aiguillon pour amener le secteur financier à s'inquiéter de la finalité de ses activités d'investissement et de financement.

Ainsi, le RAN (Rainforest Action Network) voulait favoriser la réduction de l'exploitation des ressources naturelles. Elle a donc demandé, en 2000, à Citigroup d'insérer les critères environnementaux dans sa politique de prêt.

« La société a tout d'abord refusé, mais après plus de trois ans de protestations, de pressions de la part de certains actionnaires, entre autres techniques de harcèlement, Citigroup a finalement reconnu qu'il serait plus coûteux que profitable d'accorder des prêts à des industries polluantes, alors que leur refuser un prêt constituerait une bonne publicité, gratuite. Une fois que Citigroup eut cédé, sa relation antagoniste avec le RAN s'est transformée en une collaboration destinée à assurer le respect de ces nouveaux standards

- un partenariat qui a apporté encore davantage de publicité gratuite à cette société »².

Ensuite, la Bank of America est devenue la cible du RAN et a, à son tour, pris un tournant « vert ». Enfin, en avril de cette année, c'est JP Morgan Chase qui rejoignait ses consœurs et annonçait qu'elle adoptait une politique environnementale globale. Ainsi, les critères sociaux et environnementaux seront pris en compte lors de l'octroi de financements et lors des audits liés à des opérations de fusion et d'acquisition d'entreprises. En outre, le groupe bancaire s'engage à suivre des règles définies en matière de changements climatiques, de préservation de la forêt et de la biodiversité, de gestion des risques environnementaux et de respect des communautés indigènes.

Chez nous, un rapport d'enquête a été publié par l'asbl Netwerk Vlaanderen, en avril 2004, au sujet des investissements de cinq grandes banques actives en Belgique (Axa, Fortis, Dexia, ING et KBC) dans les industries qui fabriquent des armes « controversées » : mines antipersonnel, bombes à fragmentation, bombes à uranium appauvri ou armes nucléaires. Ce rapport a démontré que, directement ou indirectement, ces cinq institutions bancaires entretenaient des liens financiers avec 13 entreprises de ce secteur, à hauteur de 1,2 milliard d'euros.

Face à ce constat, l'asbl menait une campagne, relayée dans la partie francophone du pays par le RESEAU FINANCEMENT **ALTERNATIF**, intitulée « Mon argent, sans scrupules ? »³. Les clients/épargnants des banques visées étaient amenés à demander à leur institution bancaire de se retirer de tout investissement ou financement dans des entreprises fabriquant des armes controversées et d'élaborer puis de mener une politique qui interdise tout lien financier futur avec des entreprises de ce type.

A la suite de cette action, la KBC s'est engagée à ne plus accorder de crédits ni à acheter les actions des fabricants de mines antipersonnel et de bombes à fragmentation. Elle a, par ailleurs, exclu de ses investissements les producteurs de bombes à uranium appauvri et armes biologiques et chimiques.

Quant à Dexia, Fortis et ING, elles ont annoncé qu'elles allaient exclure certaines armes controversées de leurs investissements, sans étendre toutefois cette nouvelle politique d'évitement aux produits de placement qu'elles proposent à leur clientèle.

Finalement, la réaction la plus faible émane d'AXA, qui s'est contentée de se conformer à l'interdiction légale faite aux SIVAV d'investir dans les mines antipersonnel.

² Erik Assadourian, Le rôle des différentes parties prenantes – évolution des sociétés de capitaux – 2^{ème} partie, L'état de la planète magazine.

³ Voir le site <http://www.financite.be>

Réelle conscientisation?

Ainsi, le secteur bancaire entame, le plus souvent, son revirement vers des pratiques et des stratégies socialement responsables par une prise de conscience du fait que la réputation de l'établissement risque de se voir entachée s'il n'adopte pas rapidement une attitude socialement et/ou écologiquement respectable. Même si cela constitue une première étape, ce premier pas franchi peut, à terme, devenir un levier de management stratégique pour les banques.

Ainsi, par exemple, des institutions financières toujours plus nombreuses adoptent, sur base volontaire, les « Principes Equateur », à savoir un ensemble de dispositions par lesquelles elles s'engagent à évaluer l'impact social et environnemental des projets de plus de 50 millions de dollars qu'elles financent.

Parmi la trentaine de banques qui ont déjà adhéré à ces principes, notons la présence de la KBC, du groupe Dexia et du groupe ING.

Ainsi, le secteur financier se trouve à un tournant : de plus en plus d'institutions bancaires prennent conscience que le défaut de responsabilité sociale peut porter préjudice à leurs activités. Toutes ne s'y intéressent pas par souci moral, mais plutôt par souci commercial et stratégique. Mais elles le font, et les petits ruisseaux font les grandes rivières...

Françoise Radermacher

Novembre 2005

Le RESEAU FINANCEMENT **ALTERNATIF** est un réseau pluraliste de sensibilisation et de solidarité en matière d'éthique financière et sociale.

Son but est de promouvoir, par un travail d'éducation permanente, l'éthique et la solidarité dans les rapports à l'argent afin de contribuer à une société plus juste et plus humaine.

A cet effet, les axes de travail du Réseau Financement Alternatif sont :

Informier et sensibiliser le public afin de favoriser l'éthique et la solidarité dans les rapports à l'argent et être instigateur de débats, initiateur de réflexions et développeur de pistes novatrices en matière de finance éthique et solidaire ;

Promouvoir le développement de nouveaux outils et mécanismes financiers à caractère éthique et solidaire, inciter les différents acteurs économiques à investir de manière responsable et financer, grâce aux produits solidaires dont le Réseau Financement Alternatif est partenaire, des projets développés par des organisations poursuivant le même objet.

Depuis 1987, plus de 70 associations se sont rassemblées au sein du RESEAU FINANCEMENT ALTERNATIF :

L'Aube, La Bouée, le Centre de Développement Rural, Credal, De Bouche à Oreille, Les Ecus Baladeurs, La Fourmi Solidaire, Le Pivot, SAWB – Solidarités des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises, Les Ateliers de l'Insu, C-Paje, CGé – ChanGement pour l'Egalité, Ecole des Parens de Liège, la Fédération Laïque des Centres de Planning Familial, la Fondation pour les Générations Futures, la Fondation Saint Paul, Imagine, Infor-Homes Bruxelles, la Ligue des Familles, l'Université de la Paix, Les Amis de la Terre, l'Association pour la Promotion des Energies renouvelables – APERe, Die Raupe, Inter-Environnement Bruxelles, Nature & Progrès, RESSources, ADEPPI – Atelier d'éducation permanente pour personnes incarcérées, L'Arche d'Alliance Namur, L'Arche en Belgique, L'Association des Ecoles de Devoirs en Province de Liège, ATD - Quart-Monde, La Bastide, La Bobine, Caritas, Centre de Prévention des Violences Familiales & Conjugales, CIAJ -Centre d'information et d'aide aux jeunes, Equipes d'Entraide, Espace Social Télé-Service, Foyer de Burnot, GABS -Groupe d'animation de la Basse-Sambre, Habitat-Service, Hydrojeunes, Infor-Veuve, Mains tendues de Michel Corin, La Marguerite, Le Mouvement du Nid, Point d'Appui, Sainte Walburge, Solidarités Nouvelles, Surdimobil, AMPGN -Association Médicale pour la Prévention de la Guerre Nucléaire, GRIP –Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix, La Ligue des droits de l'Homme, MIR – Mouvement International de Réconciliation, MRAX -Mouvement contre le Racisme et la Xénophobie, SCI -Service Civil International, AFOCO - Apiculture, Formation, Coopération, Autre Terre, Echos Communication, Entraide et Fraternité, FIAN -Foodfirst Information & Action Network, Fondation André Ryckmans, Frères des Hommes, les Magasins du monde-Oxfam, Max Havelaar, Médecins du Monde, Peuples Solidaires, SLCD -Service Laïque de Coopération au Développement.

Visitez www.rfa.be